



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 3694

Texte de la question

CRISE DE LA DETTE DANS LA ZONE EURO

M. le président. La parole est à M. Philippe Houillon, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Philippe Houillon. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

La semaine dernière, Nicolas Sarkozy, Angela Merkel et Mario Monti se sont réunis à Strasbourg pour aborder la question du sauvetage de la zone euro.

Dans un contexte européen marqué par l'instabilité politique et financière, ils ont réaffirmé leur volonté de garantir la pérennité de la zone. Paris et Berlin feront prochainement des propositions communes afin d'améliorer la gouvernance et de renforcer la discipline budgétaire.

À cet égard, il est proprement scandaleux, dans une situation dont chacun mesure la gravité, d'entendre comme seule expression du parti socialiste, la déclaration bouffonne de M. Le Guen comparant cette rencontre à la démarche de Daladier à Munich en 1938. *(Huées sur les bancs du groupe UMP.)*

C'est une offense à la France, au Président de la République, et une insulte à la chancelière allemande.

Et pourtant on n'a toujours entendu aucune désapprobation, même molle, de M. Hollande ou du parti socialiste !

Reste que, pour tous les responsables sérieux, la crise de l'euro que nous connaissons a besoin d'un couple franco-allemand fort : depuis 2008, chaque fois, les impulsions décisives au niveau européen sont venues de lui.

A la veille du prochain Conseil européen, le 9 décembre, où Nicolas Sarkozy et Angela Merkel feront des propositions importantes, pouvez-vous nous dire, monsieur le Premier ministre, le rôle éminent que va jouer, de nouveau, l'entente entre le Président de la République et la chancelière allemande pour apporter de nouvelles solutions et les faire partager par nos partenaires européens ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Vous avez raison, monsieur le député : à l'heure où le président Sarkozy et la chancelière Angela Merkel s'engagent pour faire franchir une étape décisive à la zone euro...

M. Marc Dolez. Et brader la souveraineté nationale !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. ...et sauver notre acquis le plus précieux, la monnaie unique, les socialistes, en dénigrant cette action, ratent une fois encore le train de l'histoire. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Oui, le Président de la République et la chancelière, ensemble, vont nous proposer une nouvelle étape pour que la zone euro soit plus solide et protège mieux chacun de ses membres et chaque Européen. Pour cela, nous proposerons à nos partenaires et aux institutions européennes plus de discipline budgétaire et plus de solidarité. Plus de discipline, car nous voterons et nous appliquerons la règle d'or de réduction des déficits budgétaires, celle-là même que les députés de l'opposition refusent aujourd'hui de voter. Nous l'appliquerons car le " zéro déficit " est notre objectif.

En contrepartie, nous voulons plus de solidarité, et des institutions européennes plus efficaces dont l'action nous protégera des turbulences des marchés.

Vous le voyez, l'opposition critique, le président agit. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Philippe Houillon](#)

Circonscription : Val-d'Oise (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3694

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 novembre 2011